

**EXPRIMANT SON APPUI AU CONSENSUS NATIONAL**

# Hamrouche tient à la garantie de l'armée

**Mouloud Hamrouche n'en démord pas, lui qui tient mordicus à l'association de la grande muette, dans tout processus visant la construction d'un consensus national avec comme rôle de garant.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Une conviction que l'ancien chef du gouvernement sous feu Chadli a ressassée, jeudi dernier, à une délégation de la direction nationale du FFS qui lui rendait visite au titre des consultations lancées, mardi dernier, par le vieux front de l'opposition, dans le cadre de son projet de conférence nationale sur le consensus national.

Estimant, dans une déclaration rendue publique, hier samedi, que toute initiative est «louable» et qu'aucune contribution n'est «récusable» au vu, écrit-il, de la «dimension

de la crise». Une crise qu'il n'a pas manqué de décrire, faite, selon lui, de «l'érosion de la cohésion nationale», de «la faiblesse de nos structures politiques, économiques, sociales, administratives et gouvernementales».

Autant d'ingrédients nécessitant, selon lui, la «mobilisation» et la «contribution de tous», en vue, ajoute-t-il, d'aboutir à «un consensus national nouveau pour chercher et élaborer une solution globale aux différents déficits et faiblesses, pour exprimer une volonté nationale claire, pour pouvoir édifier un Etat



Hamrouche pour une solution globale.

national de droit et pour de déstabilisation, de terrorisme et de délinquance».

D'où, a-t-il insisté, l'indispensable participation du pouvoir, de l'opposition mais aussi de l'ANP, qui aura comme mission de garantir ce processus.

Des positions que l'ancien chef du gouvernement a eu à avancer en février dernier quand il avait démenti toute «velléité» de participer à l'élection présidentielle du 17 avril dernier. Il en avait fait de même le 10 juin dernier, dans sa prise de parole à la conférence nationale portant transition démocratique et à laquelle il avait pris part, sur invitation de la CNLTD (Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique).

M. K.

**ABDALLAH DJABALLAH À PARTIR DE CONSTANTINE :**

## «Le FFS se dirige vers une impasse»

**Par son initiative, le FFS se singularise par la reconnaissance de la légitimité du pouvoir en place et se met, fondamentalement, en porte-à-faux avec la devise de l'opposition qui estime que ce régime est la résultante des fraudes électorales cautionnées par une justice et un exécutif aux ordres.**

Partant, Abdallah Djaballah qui en fait le constat, prédit une impasse à la volonté du plus vieux parti de l'opposition en Algérie. Le FFS n'aura à ses yeux, ni l'outrecuidance à même d'emmener un pouvoir illégitime à lâcher du lest, ni les arguments convaincants pour faire plier la détermination de l'opposition.

Une opposition qui aura déjà rendu ses préalables, notamment par le biais de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) à laquelle souscrit le chef de file du FJD. La phase de transition démocratique telle que présentée par l'opposition est une



Fin de non-recevoir de Djaballah à l'invitation du FFS.

proposition saine qui ne souffre d'aucune ambiguïté, estime Abdallah Djaballah qui récusé la qualité de partenaire légitime au dialogue souhaité, au pouvoir.

Un point de discordance qui aura valu une fin de non-recevoir à l'invitation du FFS qui sera, selon lui, vouée à l'échec de par, notamment, l'entêtement de ce même pouvoir à ne s'en tenir qu'à ses propres thèses et démarches, narguant les voix discordantes et ignorant totalement l'existence de l'opposition.

Une obstination qui fait durer le statu quo et aliène les chances de sortie de la crise du pouvoir que vit le pays. «Et il n'y a pas pire gouvernance que celle d'un pouvoir qui confère à son point de vue des vertus de législation et de lois», s'indigne-t-il.

«La Constitution autant que les lois existantes relèverait du domaine théorique puisqu'elles sont bafouées au sein même des enceintes de justice par des magistrats qui poussent l'audace à son apogée à l'effet de satisfaire les désirs des puissants».

Traits d'un pouvoir «despotique, tyrannique et arrogant» qui sont mis en exergue par le président du Front pour la

justice et le développement (FJD) Abdallah Djaballah qui s'exprimait, hier, en marge d'une rencontre dite de formation des cadres de son parti, tenue au centre culturel Rachid-Ksentini à Constantine.

K. G.

**CONSENSUS NATIONAL**

### Ghoul se met de la partie

Amar Ghoul signifie sa disponibilité à mener ensemble avec le FFS le projet de conférence nationale portant consensus national.

Certes, il ne l'a pas clairement dit, mais c'est ce qu'a laissé entendre le patron du TAJ, hier samedi, à l'ouverture de la troisième conférence nationale des cadres du parti.

Et Ghoul a, à l'occasion, repris le mot d'ordre de consensus à maintes reprises, lui conférant, à des nuances près, des contours similaires à ceux avancés par le FLN et le RND. Soit les contextes régional et international qui doivent, selon lui, «interpeller aussi bien les autorités que les partis et les acteurs associatifs pour se tenir ensemble dans le seul intérêt de l'Algérie».

Et s'il sera prolixe pour traiter de la situation chez nos voisins, Ghoul restera «vague» concernant les «défis internes d'ordre économique, politique, sécuritaire et écologique».

Le patron du TAJ se limitera à inviter la classe politique à explorer les «dénominateurs communs autour des enjeux stratégiques, des questions prospectives et les intérêts du pays pour solutionner les problèmes».

Des «problèmes» et des «défis» surtout politiques à propos desquels Ghoul prendra soin de ne pas trop «dissenter», le «sujet» constituant justement le noeud de la problématique pouvoir-opposition.

Pour Ghoul, le projet de révision constitutionnelle se doit d'être «réactivé» autour, justement, de ce slogan de consensus qui n'exclut personne même si Ghoul se dira «pour une diversité qui aille dans le bon sens et n'entrave pas le développement et la sécurité du pays».

M. K.

**INITIATIVE DU FFS**

## Le PT temporese avant de se prononcer

**Le Parti des travailleurs n'a toujours pas arrêté de position vis-à-vis de l'initiative politique lancée par le Front des forces socialistes. Sa secrétaire générale affirme attendre d'en connaître les tenants et les aboutissants avant de se positionner.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Ni pour ni contre l'initiative du FFS. Hanoune préfère temporiser en attendant de rencontrer éventuellement la direction du Front des forces socialistes.

S'exprimant à la clôture des travaux de la session ordinaire de son comité central, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a, une fois de plus, appelé Bouteflika à accélérer le processus des réformes politiques promises avant l'élection présidentielle. Pourquoi tant de retard ? Hanoune répond que c'est à Bouteflika de répondre à cette

question, affirmant que la politique a horreur du vide qui laisse la place nette aux opportunistes.

Le Parti des travailleurs considère que ces réformes étaient au cœur de ses promesses électorales et que le retard enregistré constitue un danger pour le pays puisque la corruption fait des ravages dans plusieurs secteurs.

C'est pour ces raisons que Hanoune s'est adressée à Bouteflika afin qu'il tienne ses engagements en matière de réformes politiques en lui rappelant que l'APN ne peut en aucun cas constituer un garant



Hanoune appelle Bouteflika à accélérer le processus des réformes.

de ces réformes. Le débat sur la loi de finances confirme, une fois de plus, l'absence d'institution législative au regard du niveau des interventions qui, dit-elle, est au plus bas d'où l'urgence de renouve-

ler le personnel politique. Autre urgence pour Hanoune, la cohésion gouvernementale car, dit-elle, la politique gouvernementale manque cruellement de visibilité.

N. I.